

**M. Munro (Esquimalt-Saanich):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire.

Madame le ministre est-elle satisfaite du progrès qu'a fait le ministre des Transports dans l'élaboration d'un système de navigation guidée dans les eaux dangereuses du détroit de Juan de Fuca et du golfe de Georgia, et qu'a fait son propre ministère pour stocker le matériel de nettoyage dans l'éventualité d'un déversement d'hydrocarbures dans ces eaux si riches?

**Mme Sauvé:** Je suis effectivement très satisfaite des négociations qui sont en cours. Le ministère de l'Environnement participe à ces négociations. Comme je l'ai dit vendredi dernier, elles portent sur des itinéraires, des aides à la navigation, et sur le stockage d'équipement, qui nous permettrait de faire face à d'éventuels accidents.

\* \* \*

[Traduction]

#### LA FONCTION PUBLIQUE

LA POSITION DU GOUVERNEMENT QUANT À LA RÉMUNÉRATION DES SAPEURS-POMPIERS DES AÉROPORTS

**M. Robert Muir (Cape Breton-The Sydneys):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au président du Conseil du Trésor. Dans le mémoire du Conseil du Trésor touchant les sapeurs-pompiers des aéroports, le gouvernement préconise-t-il l'application des principes régionaux sur la rémunération?

● (1450)

[Français]

**L'hon. Jean Chrétien (président du Conseil du Trésor):** Monsieur l'Orateur, il s'agit d'un élément que nous négocions avec le syndicat à ce moment-ci. Évidemment, comme on le sait, dans le conflit que nous avons subi l'an dernier à Vancouver, où il y a eu des débrayages illégaux, il s'est créé beaucoup de tension à l'intérieur même du syndicat. Certaines parties du Canada favorisent des taux régionaux, d'autres, des taux nationaux. Quant à nous, pour ne pas créer des pressions inutiles sur les régions, nous préférons des taux régionaux.

[Traduction]

**M. Muir:** Monsieur l'Orateur, je remercie le ministre de sa réponse. Il répond que non. Reconnaît-il que si le gouvernement ou un organisme de l'État se prononçait en faveur des taux de paye régionaux, ce serait un recul surtout dans les régions victimes de l'inégalité régionale.

[Français]

**M. Chrétien:** Monsieur le président, la réponse n'est pas aussi claire que le voudrait l'honorable député. Il y a quelques jours, par exemple, le ministre des Finances d'une province atlantique nous faisait des reproches à l'effet que le gouvernement fédéral paie trop cher ses

#### Questions orales

employés, et qu'il perdait des employés provinciaux au profit de l'administration fédérale.

**Une voix:** Lequel?

**M. Chrétien:** Il s'agit du ministre des Finances d'une province conservatrice, soit le Nouveau-Brunswick.

[Traduction]

DEMANDE DE MAJORATION DES TAUX RÉGIONAUX DE RÉMUNÉRATION DANS LES PROVINCES DÉFAVORISÉES—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

**M. Jack Marshall (Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire au président du Conseil du Trésor. Étant donné que les taux de paye régionaux dans les provinces défavorisées sont inférieurs aux taux pratiqués partout ailleurs au Canada et que le coût de la vie est plus élevé maintenant dans la région Atlantique que dans le reste du Canada, le ministre serait-il prêt à renverser les critères des taux de paye régionaux compte tenu de cette situation et à augmenter les taux régionaux dans les provinces défavorisées dont les populations sont victimes de cette situation?

[Français]

**L'hon. Jean Chrétien (président du Conseil du Trésor):** Monsieur le président, il s'agit justement de l'un des éléments importants déterminant qu'en certaines circonstances il est de beaucoup préférable d'avoir un taux régional qu'un taux national. Dans certaines parties du pays le coût de la vie est plus élevé qu'ailleurs, et je crois que nous devrions agir en conséquence.

\* \* \*

[Traduction]

#### LES TRAVAUX PUBLICS

LE DRAGAGE—LES PROJETS DU GOUVERNEMENT EN RAISON DE L'INCULPATION DE TOUS LES ENTREPRENEURS

**M. R. E. McKinley (Huron-Middlesex):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de la Justice. Le ministère de la Justice a-t-il trouvé une solution satisfaisante qui permette au ministre des Travaux publics et à son ministère de faire draguer les ports qui en ont extrêmement besoin? Je pose cette question parce que le port de Goderich a besoin d'être dragué immédiatement.

**L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Justice):** Monsieur l'Orateur, nous avons communiqué avec le ministère des Travaux publics pour qu'il prenne les mesures nécessaires.

PORT DE GODERICH—DEMANDE D'INTERVENTION MINISTÉRIELLE POUR LE DRAGAGE

**M. R. E. McKinley (Huron-Middlesex):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire au ministre de l'Environnement. Le ministre peut-il faire étudier cette question de façon à ce que son ministère puisse donner le feu vert au dragage de ce port dès que le ministère des Travaux publics pourra louer une drague pour faire exécuter ce travail.